

CONTRE L'EXTRÊME DROITE, POUR L'ÉCOLE ET LES LIBERTÉS PUBLIQUES : EN GRÈVE DÈS LA RENTRÉE



MOTION D'ACTUALITÉ DU CONGRÈS DE SUD ÉDUCATION 34

La décision prise par Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée Nationale au lendemain des élections européennes sera peut être le marchepied permettant à l'extrême droite d'arriver au pouvoir. Elle permettra très probablement, quoi qu'il en soit, le renforcement du poids du RN à l'assemblée nationale. Ce cadeau politique se situe dans la continuité de l'action d'un gouvernement qui a légitimé l'idéologie de l'extrême droite en en reprenant des éléments : on peut citer notamment la loi immigration et la remise en cause du droit du sol, les attaques contre les droits des chômeurs, la légitimation des violences policières, la politique répressive et néo-coloniale à Mayotte et en Kanaky, la légitimation des discours transphobes, les attaques au droit de grève dans le secteur des transports.

On assiste déjà à un déchaînement de violence de la part de groupuscules néo-fascistes sur l'ensemble du territoire. Quotidiennement, des personnes racisées, des personnes LGBTQIA+, des militant·es politiques syndicaux·les ou associatif·ves sont agressé·es. Nos organisations doivent prendre les mesures d'auto-protection qui s'imposent afin de défendre nos camarades et nos locaux.

Dans l'éducation, ce gouvernement n'a cessé d'attaquer l'école publique en alliant politique libérale d'austérité et attaques réactionnaires contre l'égalité entre les élèves : baisse des moyens par élève pour l'inclusion scolaire, détérioration de l'enseignement professionnel en lycée, interdiction de l'abaya et discours anti-musulmans, militarisation de l'école avec le SNU et les classes défense, etc. L'imposition des mesures du « choc des savoirs » constitue une accélération de cette politique réactionnaire reprenant les idées de l'extrême droite : destruction du collège unique, mise au pas des enseignant·es, extension de la logique d'évaluation et de tri des élèves, concentration des moyens sur des savoirs dits « fondamentaux ».






Toutes ces politiques anti-sociales et de destruction du service public d'éducation font le lit du fascisme. Elles légitiment un modèle de société inégalitaire et d'école autoritaire porté par le Rassemblement National. Son programme nauséabond prévoit le retour du service militaire national, la mise au centre du « roman national » pour fabriquer de petit·es patriotes dociles qui seront incapables d'exercer une pensée critique, la suppression du collège unique, la transformation des corps d'inspection en police politique de la

« neutralité », de sanctionner les chef·es d'établissement qui n'appliqueraient pas des « sanctions plancher » à l'encontre d'élèves perturbateurs, d'envoyer ces mêmes élèves dans des centres éducatifs fermés, de supprimer le droit du sol, qui est pourtant un des principes fondateurs de notre république et d'expulser du territoire français les élèves sans-papiers que chaque jour nous côtoyons dans nos classes. L'extrême droite au pouvoir, c'est aussi la menace de dissolution des syndicats et des organisations de gauche.

Quel que soit le gouvernement qui sera formé à l'issue des élections législatives, et même si l'extrême droite n'accède pas au pouvoir, il sera nécessaire de construire un rapport de force pour qu'elle n'y accède pas en 2027.

Pour empêcher la montée du fascisme qui nous est présentée comme inéluctable, il est indispensable de construire les luttes et notamment celles de notre secteur, l'éducation. Il est plus que jamais indispensable de refuser la destruction de l'école publique et de promouvoir un autre projet d'école, tourné vers l'émancipation de toutes et tous et vers la construction d'une société égalitaire et démocratique.

C'est pourquoi nous décidons :

-  **de nous adresser dès le début de l'été à nos adhérent-es pour porter à leur connaissance cette motion et appeler à construire la grève à la rentrée ;**
-  **de proposer à l'intersyndicale locale de l'éducation de construire dès la rentrée la grève au mois de septembre**
-  **de construire une pré-rentrée de lutte : communiqué intersyndical local, organisation de tournées dès la rentrée.**
-  **d'appeler les collègues à s'organiser et décider collectivement de modalités de luttes sur leur lieu de travail (AG, HIS, grèves locales)**
-  **d'initier et de rejoindre les luttes interprofessionnelles contre l'extrême droite**